

MP/CQ

INTERVENTION de Pierre MAUROY

devant le Comité Directeur du P.S.

(Paris, 13 septembre 1986)

Sommes-nous dans l'opposition ? Je veux dire, y sommes-nous des deux pieds ou à moitié seulement. Telle est la principale question qui se pose à nous. Un doute subsiste dans l'opinion, comme chez une partie de nos militants. C'est cette hésitation qu'il convient de dissiper, ce doute qu'il faut lever.

Vous connaissez ma position. J'ai notamment eu l'occasion de l'exposer récemment à Montpellier, mais j'y reviendrai, dans un instant. Et pourtant, en dépit de la position que je défends, dimanche au micro de R.T.L., avant même que n'ait eu lieu l'attentat à l'Hôtel de ville de Paris, j'ai, contre le terrorisme, plaidé le rassemblement du pays. Je me suis refusé de critiquer le gouvernement et ses méthodes, même si certaines d'entre elles sont loin de recueillir

Et je n'oublie pas les menaces qui pèsent sur la sécurité sociale, la retraite à 60 ans. Et le budget 1987 avec sa prétendue baisse d'impôts, qui tout compte fait, n'en sera pas une pour les Français.

Je sais bien que certains d'entre nous répugnent à une action aussi tranchée en supputant l'avenir de la cohabitation. Je me refuse, pour ma part, à m'engager dans cette voie. Il y a trop d'hypothèses possibles.

Le Président de la République bénéficie de notre soutien et de notre affection. S'il doit engager un nouveau septennat, ce sera sur la base de sa propre expérience de chef de l'Etat et des réflexions et propositions qu'il pourra avancer .

Et au Parti Socialiste, il appartient d'établir le rapport de force en affirmant sa pensée et son action.

Restons simples dans nos analyses. Qui peut penser que si, par notre action, nous parvenions à rééquilibrer le rapport droite-gauche dans ce pays, le Président de la République aurait à en souffrir, pourrait le regretter?

Et comment obtenir ce résultat sans nous

valeurs de solidarité, des valeurs de justice qui nous permettra de rouvrir la voie à une social-démocratie capable d'être une force de transformation sociale sans méconnaître les impératifs de la gestion de nos sociétés industrielles contemporaines.

E t l o r s q u e j e p a r l e d e social-démocratie, chacun comprend que c'est "à la Française", que nous devons tracer notre propre voie de Parti Socialiste d'opposition devenu parti socialiste de responsabilité gouvernementale prêt en permanence à l'alternance.

Pour gagner cette bataille, il nous faut, pied à pied, contester les mesures prises par le gouvernement et les références qui les justifient. Notre lutte doit s'élargir, se diversifier, se ramifier dans le pays. Elle doit porter sur les méthodes et les objectifs de la privatisation; cette escroquerie qui consiste à appeler "traitement social du chômage" la mise hors statut de milliers de travailleurs; le retour aux inégalités et aux évasions fiscales; la volonté de caporaliser l'enseignement et la presse; le sacrifice de l'avenir que ce soit en rognant les crédits de la recherche ou ceux des industries de demain... Et je pourrais poursuivre l'énumération.

Nous avons décidé d'approfondir notre réflexion collective autour du thème "socialisme et réalités".

C'est à la définition de ce que pourrait être une authentique social-démocratie en France que nous nous attelons. Une réflexion que j'avais l'occasion d'engager ici même lors du Comité Directeur de mars 1986. Social-démocrate, un qualificatif dont on m'a gratifié il y a déjà bien des années, mais qui me gêne moins que jamais!

Le temps est peut-être venu d'une émergence de la pensée social-démocrate dans un univers intellectuel français longtemps dominé par le marxisme et le gauchisme. Deux pensées qui ont trouvé leur expression légitime - parfois en sous-traitance - dans nos rangs. L'émergence, dans les années 1970, des "nouveaux philosophes" a balayé l'excès d'une norme marxisme ossifiée. Rien n'a surgi à la place. Ou plutôt si, la prééminence d'une pensée de droite, exaltant l'égoïsme et l'individualisme et prétendant réaliser la sortie de la crise par la ruine de l'Etat-providence, tel qu'il s'est progressivement imposé dans l'ensemble de l'Europe.

C'est ce combat idéologique qu'il nous faut livrer aujourd'hui. C'est la restauration des

Cela signifie que, même lorsque nous croyons nécessaire - et plus que jamais aujourd'hui - de calmer le jeu, la droite ne nous en sait absolument pas gré.

Au pouvoir, nous avons eu la fermeté des gouvernements qui gouvernent, en nous rappelant toujours que nous étions la France, un pays qui a une place à part pour le Droit et les libertés, et que nous étions la gauche française qui a trop souffert de l'arbitraire pour ne pas garder le discernement nécessaire entre la faiblesse et l'autoritarisme.

Pour autant, sommes-nous dans l'opposition?

Oui nous sommes dans l'opposition.

Voilà ce que j'ai expliqué aux militants réunis pour une université d'été à Montpellier. Et si, à cet égard, nous nous sommes retrouvés d'accord pour déplorer une certaine absence, un certain silence du parti, il est clair que la responsabilité de ce manque dans l'action nous incombe collectivement. Tout au plus, comme l'a dit avec ironie un des participants à notre rencontre, cette responsabilité peut-elle être calculée à la proportionnelle!

mon approbation.

Cette attitude de concorde nationale, face à une agression extérieure, je constate - et je le déplore - que la droite ne l'a jamais eu lorsque nous gouvernions. Elle critiquait même l'exceptionnel travail accompli en faveur de la prévention de la délinquance par Gilbert BONNEMAISON ou pour la réhabilitation des quartiers à risque conduit par Rodolphe PESCE!

Ces créneaux nous ne devons d'ailleurs pas les abandonner. Comme nous ne devons pas laisser les Eglises assumer trop seules la défense des immigrés et plus généralement des étrangers qui se trouvent légalement sur notre sol. Il est de notre responsabilité d'être présents à leurs côtés pour défendre, avec leurs droits, la tradition et l'honneur de la France.

Mais si j'ai rappelé cette déclaration de dimanche dernier sur le terrorisme, c'est surtout pour noter ce qui s'est passé dès le lendemain. L'ancien garde des sceaux Alain PEYREFITTE, me prenait à partie en faisant la critique de la politique que nous avons menée entre 1981 et 1986. Il ne tardait guère à être relayé par le Garde des Sceaux actuel, Albin CHALANDON.

engager, plus résolument, dans l'opposition ?

Oui, nous socialistes, devons repartir à l'offensive; les militants le souhaitent et l'attendent.

C.D 13.09.86

feuilleton
? pages

(D-5)

PIERRE MAUROY. - MES CHERS CAMARADES, JE SUIS TRÈS HEUREUX, POUR MA PART, DE VOUS ADRESSER QUELQUES MOTS TRÈS RAPIDES ET JE ME FÉLICITE PARTICULIÈREMENT DE L'OCCASION QUE NOUS AVONS AUJOURD'HUI D'ÊTRE ENSEMBLE ET, ÉVIDEMMENT, DE DISCUTER. J'AVAIS SENTI CERTAINES DIFFICULTÉS CES DERNIERS JOURS ET JE CROIS QUE LE DÉBAT QUE NOUS AVONS ENTRE NOUS, L'INTERVENTION DU PREMIER SECRÉTAIRE, LES INTERVENTIONS DES UNS ET DES AUTRES, VONT NOUS PERMETTRE DE PENSER QUE LORSQU'ON S'EXPRIME, LORSQU'ON N'EST PAS TOUT À FAIT D'ACCORD, LORSQU'ON ÉMET UNE CRITIQUE - ET SURTOUT UNE CRITIQUE QUAND ON EST AU MILIEU DE CAMARADES SOCIALISTES - CE N'EST PAS NÉCESSAIREMENT UN COURANT CONTRE LES AUTRES - CELA N'A RIEN À VOIR - MAIS QUE DANS CETTE SITUATION TRÈS DIFFICILE QUI EST LA NÔTRE, JAMAIS CONNUE, EH BIEN NOTRE RICHESSE, QUE NOUS PARTAGEONS ENSEMBLE, C'EST LE DÉBAT ET QU'IL FAUT ACCEPTER QUE LES UNS ET LES AUTRES PUISSENT PARTICIPER AU DÉBAT. D'AILLEURS, JE M'APERÇOIS, À ENTENDRE LES UNS ET LES AUTRES, QUE CE DÉBAT - ET CELA, C'EST PEUT-ÊTRE UN PETIT PEU NOUVEAU - N'EST PAS CLOISONNÉ, C'EST EXCELLENT.

SOMMES-NOUS DANS L'OPPOSITION ? JE VEUX DIRE, Y SOMMES-NOUS AVEC NOS DEUX PIEDS, ENTIÈREMENT, OU À MOITIÉ SEULEMENT ? OU EST-CE QU'IL N'EST PAS POSSIBLE D'Y ÊTRE TOUT À FAIT ?

TELLE EST LA PRINCIPALE QUESTION QUI SE POSE À NOUS.

ON POURRAIT NE PAS SE POSER LE PROBLÈME ICI, MAIS UN DOUTE SUBSISTE DANS L'OPINION COMME CHEZ UNE PARTIE DE NOS MILITANTS. C'EST CETTE HÉSITATION QU'IL CONVIENT

DE DISSIPER.

JAMAIS EN SI PEU DE SEMAINES, EN SI PEU DE MOIS, LA DROITE N'A ASSÉNIÉ AUTANT DE COUPS SUR LA GAUCHE, SUR LES FRANÇAIS.

VOUS CONNAISSEZ MA POSITION, J'AI EU L'OCCASION DE L'EXPOSER RÉCEMMENT, À MONTPELLIER, DE M'EXPRIMER DANS "LE NOUVEL OBS", À RTL, MAIS J'Y REVIENDRAI DANS UN INSTANT CAR C'EST VRAI QU'IL N'EST PAS QUESTION DE PARLER D'UNE OPPOSITION ABSOLUE, DÉFINITIVE, DE N'Y APPORTER AUCUNE NUANCE, DE NOUS CROIRE AVANT 1981, ET SURTOUT DE NE PAS Y APPORTER UNE APPRÉCIATION POLITIQUE.

PAR EXEMPLE, EN DÉPIT DES POSITIONS QUE JE DÉFENDS, DIMANCHE, AU MICRO DE RTL, AVANT MÊME QUE N'AI EU LIEU L'ATTENTAT À L'HÔTEL DE VILLE, J'AI, CONTRE LE TERRORISME, PLAIDÉ LE RASSEMBLEMENT DU PAYS ET CERTAINS COUDE-À-COUDE. JE ME SUIS REFUSÉ À CRITIQUER LE GOUVERNEMENT ET SES MÉTHODES, MÊME SI CERTAINES D'ENTRE ELLES, CROYEZ-LE, SONT LOIN DE RECUEILLIR - ET CELA ME PARAÎT ÉVIDENT - MON APPROBATION.

CETTE ATTITUDE DE CONCORDE NATIONALE FACE À UNE AGRESSION EXTÉRIEURE, JE CONSTATE, ET JE LE DÉPLORE, QUE LA DROITE NE L'A JAMAIS EUE LORSQUE NOUS GOUVERNIONS ! ELLE CRITIQUAIT MÊME L'EXCEPTIONNEL TRAVAIL ACCOMPLI EN FAVEUR DE LA PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE PAR GILBERT BONNEMAISON, POUR LA RÉHABILITATION DES QUARTIERS À RISQUES CONDUITE PAR RODOLPHE PESCE, ET JE NE PARLE PAS DU RESTE QUI ÉTAIT BEAUCOUP PLUS CONSÉQUENT. JE DOIS DIRE D'AILLEURS QUE CES CRÉNEAUX, NOUS NE DEVONS PAS LES ABANDONNER, COMME NOUS NE DEVONS PAS LAISSER LES ÉGLISES

ASSUMER TROP SEULES LA DÉFENSE DES IMMIGRÉS ET, PLUS GÉNÉRALEMENT, DES ÉTRANGERS QUI SE TROUVENT LÉGALEMENT SUR NOTRE SOL. (APPLAUDISSEMENTS). IL EST DE NOTRE RESPONSABILITÉ D'ÊTRE PRÉSENTS À LEURS CÔTÉS POUR DÉFENDRE, AVEC LEURS DROITS, LA TRADITION ET L'HONNEUR DE LA FRANCE. (APPLAUDISSEMENTS)... LA TIÉDEUR DE VOS APPLAUDISSEMENTS MONTRE, D'UNE CERTAINE FAÇON, LES CLOISONNEMENTS QU'IL Y A, MAIS ACCEPTONS DE DÉBATTRE TRANQUILLEMENT, LES AMIS ! ALLONS ! ACCEPTONS DE LE FAIRE ! (APPLAUDISSEMENTS)... MERCI, MERCI.

MAIS SI J'AI RAPPELÉ CETTE DÉCLARATION DE DIMANCHE DERNIER SUR LE TERRORISME, C'EST SURTOUT POUR NOTER CE QUI S'EST PASSÉ LE LENDEMAIN.

L'ANCIEN GARDE DES SCEAUX, ALAIN PEYREFITTE, NOUS PRENAIT À PARTIE EN FAISANT LA CRITIQUE DE LA POLITIQUE QUE NOUS AVIONS MENÉE, LAURENT FABIOUS, MOI-MÊME, LES MINISTRES, BIEN SÛR, ENTRE 1981 ET 1986. IL NE TARDAIT GUÈRE À ÊTRE RELAYÉ PAR LE GARDE DES SCEAUX ACTUEL, ALBIN CHALANDON. CELA SIGNIFIE QUE, MÊME LORSQUE NOUS CROYONS NÉCESSAIRE, ET PLUS QUE JAMAIS AUJOURD'HUI, DE CALMER LE JEU, LA DROITE NE NOUS EN SAIT ABSOLUMENT PAS GRÉ.

AU POUVOIR, MES CAMARADES - JACK LANG L'A SOULIGNÉ ET JE SUIS TOUT À FAIT D'ACCORD AVEC LUI - NOUS AVONS EU LA FERMETÉ DES GOUVERNEMENTS QUI GOUVERNENT, EN NOUS RAPPELANT TOUJOURS QUE NOUS ÉTIIONS LA FRANCE, UN PAYS QUI A UNE PLACE À PART POUR LE DROIT ET POUR LES LIBERTÉS, ET QUE NOUS ÉTIIONS LA GAUCHE FRANÇAISE, QUI A TROP SOUFFERT DE L'ARBITRAIRE POUR NE PAS GARDER TOUT DE MÊME LE DISCERNEMENT NÉCESSAIRE ENTRE LA FAIBLESSE ET L'AUTORITARISME.

POUR AUTANT, SOMMES-NOUS DANS L'OPPOSITION ?

OUI, NOUS SOMMES DANS L'OPPOSITION ! VOILÀ CE QUE J'AI EXPLIQUÉ AUX MILITANTS RÉUNIS POUR L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ À MONTPELLIER, APRÈS LES AVOIR ÉCOUTÉS, ET J'AI ÉTÉ FRAPPÉ DE LEURS OBSERVATIONS ; D'AILLEURS, ELLES REJOIGNAIENT TOUT À FAIT CE QU'ON A ENTENDU ICI.

SI, À CET ÉGARD, NOUS NOUS SOMMES RETROUVÉS D'ACCORD POUR DÉPLORER UNE CERTAINE ABSENCE, UN CERTAIN SILENCE DU PARTI, EH BIEN IL EST CLAIR QUE LA RESPONSABILITÉ DE CE MANQUE DANS L'ACTION NOUS INCOMBE COLLECTIVEMENT ET QU'IL N'EST PAS QUESTION DE PERSONNALISER CETTE RESPONSABILITÉ. TOUT AU PLUS, COMME L'A DIT AVEC IRONIE UN DES PARTICIPANTS À NOTRE RENCONTRE, CETTE RESPONSABILITÉ PEUT-ELLE PEUT-ÊTRE ÊTRE CALCULÉE À LA PROPORTIONNELLE... MAIS C'EST VRAIMENT POUR NE PAS FAIRE TROP DE PERSONNALISME. JE DIS À LIONEL, ET SANS AUCUNE PROPORTIONNELLE : NOUS SOMMES AVEC LUI DANS LA BATAILLE QU'IL MÈNE EN HAUTE-GARONNE, NOUS SOMMES AVEC LE PREMIER SECRÉTAIRE DU PARTI SOCIALISTE, ET SI NOUS AVONS DES INTERROGATIONS, VOIRE MÊME DES CRITIQUES, OU CE QUI EST INTERPRÉTÉ COMME DES CRITIQUES, QU'IL SACHE QUE NOUS SOUHAITONS PARTICIPER À UN DÉBAT OÙ IL N'EST PAS FACILE D'APPORTER DES RÉPONSES. JE CROIS QUE NOUS AVONS LE DEVOIR DE NOUS INTERROGER ET D'AVANCER POUR RETROUVER DES SOLUTIONS.

Nous avons décidé - je vous en rends compte - d'approfondir notre réflexion collective autour du thème "Socialisme et Réalité". C'est à la définition de ce que pourrait être une social-démocratie authentique en France que nous nous attelons. Une réflexion que j'avais eu l'occasion d'engager ici même, lors du Comité Directeur de mars 1986.

Social-démocrate , c'est un qualificatif dont on m'a gratifié il y a de cela bien des années, mais il me gêne moins que jamais d'ailleurs, je dois vous le dire. Le temps est peut-être venu - certains disent "pas d'idéologie" - le temps est peut-être venu, mes Camarades, d'une émergence de la pensée du social-démocrate dans un univers intellectuellement français longtemps dominé par le marxisme et par le gauchisme, des pensées qui ont trouvé leur expression légitime, parfois en sous-traitance, dans nos rangs. L'émergence dans les années 70 des nouveaux philosophes a balayé sans doute l'excès du néo-marxisme. A surgi à sa place la prééminence d'une pensée de droite, exaltant l'égoïsme et l'individualisme et prétendant réaliser la sortie de la crise par la ruine de l'Etat providence, tel qu'il s'est progressivement imposé dans l'ensemble de l'Europe.

C'est ce combat idéologique qu'il nous faut livrer aujourd'hui. C'est la restauration des valeurs de solidarité, des valeurs de justice, qui nous permettra de rouvrir la voie à une social-démocratie capable d'être une force de transformation sociale, sans méconnaître les impératifs de la gestion de nos sociétés industrielles contemporaines.

Lorsque je parle de social-démocratie, chacun comprend que c'est à la française, que nous avons tracé notre propre voie, la propre voie du Parti Socialiste, Parti Socialiste d'opposition hier, devenu Parti Socialiste de responsabilité gouvernementale, prêt en permanence, on vient de le souligner, à l'alternance.

Mais pour gagner cette bataille, il nous faut pied à pied contester les mesures prises par le Gouvernement et les références qui les justifient. Notre lutte doit s'élargir, se diversifier, se ramifier dans le pays. Elle doit porter sur les méthodes et les objectifs de la privatisation, cette escroquerie qui consiste à appeler traitement social du chômage la mise hors statut de milliers de travailleurs, le retour aux inégalités et aux évactions fiscales, la volonté de caporaliser l'enseignement et la presse, le sacrifice de l'avenir, que ce soit en rognant les crédits de la recherche ou ceux des industries de demain, et je pourrais poursuivre l'énumération.

Et je n'oublie pas les menaces qui pèsent sur la Sécurité Sociale, la retraite à soixante ans, et le budget 87 avec sa prétendue baisse d'impôts qui, tous comptes faits, n'en sera pas une pour les Français.

Et même, en ce qui concerne le découpage électoral, nous n'avons pas à avoir de pudeur. Bien sûr que les Français ne vont pas s'emballer pour le découpage électoral comme ils pourraient le faire sur les problèmes économiques et les problèmes sociaux. Mais enfin ... mais enfin ... Nous, nous sommes pour la proportionnelle. C'était notre

position de principe. Elle au moins ne pose pas ces problèmes de justice et d'équité. Dès lors qu'on retourne au scrutin majoritaire, bien entendu qu'immédiatement se pose un problème de découpage. Eh bien ! même si le découpage qu'on nous propose, c'est 10, 15, 20 circonscriptions, et même si comme certains le disent - pourquoi le disent-ils - finalement, ce n'est pas si scandaleux que cela, permettez-moi de dire que 10, 15, 20 circonscriptions volées à la gauche, c'est peut-être dix ans de pouvoir pour la droite ...

(applaudissements)

... et que, dans un pays où les écarts sont finalement amortis - les études récentes le montrent encore - tout de même, décider du découpage, et qu'une majorité si courte au pouvoir, et un pouvoir d'une certaine façon si fragile, mis déjà en difficulté au bout de quelques mois, puisse s'arroger la possibilité de prendre une loi pour pouvoir se donner une grande longévité au pouvoir, si nous ne sommes pas là au coeur des problèmes de la démocratie et de la liberté, où sommes-nous ?

J'estime que, dans ces conditions, c'est tout à fait légitime que, d'une certaine manière, nous ayons rassemblé des camarades et que le Parti se soit engagé résolument, d'ailleurs il est à féliciter, dans cette bataille. Et nous devons continuer.

Si jamais, mes Camarades, par cette supercherie, par cette tricherie, il devait garder le pouvoir, combien

de fois, combien de mois, combien d'années serions-nous ici, Comité Directeur, à faire nos analyses et à nous dire : est-ce que nous avons fait tout ce que nous aurions pu faire à un moment donné ?

Voilà pourquoi dans ce domaine-là, sans avoir la moindre réticence, c'est un problème qu'on nous pose, qu'on nous pose immédiatement après le changement de majorité, nous devons apporter une réponse, et nous devons le faire unanimement sur ce plan.

Je sais bien que, sur l'ensemble de ces problèmes - en tous les cas, je le sens comme cela, et je ne suis pas le seul, les militants le ressentent aussi, et parmi les militants, il y en a un certain nombre qui n'ont pas encore très bien compris la cohabitation, c'est une affaire compliquée - je sais bien que certains d'entre nous répugnent à une action aussi tranchée, en supputant l'avenir de la cohabitation. Moi, je me refuse à m'engager dans cette voie. D'abord, il y a trop d'hypothèses possibles. Il n'y a pas une hypothèse, il n'y a pas deux hypothèses, il n'y a pas trois hypothèses, il y en a quelques-unes supplémentaires. Alors ?

Le Président de la République bénéficie de notre soutien et de notre affection, et ce que dit Jack LANG, je le partage complètement.

Bernard ROMAN a parlé de voies parallèles. Je crois qu'en mathématiques, ces voies parallèles sont quelquefois confondues, d'une certaine manière. Mais c'est vrai que le combat maintenant du Président de la République est

un combat qui se situe tout à fait à un autre niveau, et c'est une erreur d'analyse grossière que de penser que nous, le Parti, nous soyons non pas seulement à ce niveau)là, mais avec les mêmes problèmes que ceux qui sont posés au Président de la République. Si François MITTERRAND doit engager un nouveau septennat, ce sera sur la base de sa propre expérience de chef de l'Etat, et des réflexions, des propositions qu'il pourra avancer, et qu'il avancera. Cela ne changera rien à ce que nous avons été ensemble, à ce que nous sommes, mais dans la grande partie qui se joue au niveau de la France, voyons qu'il est le Président de la République, avec une possibilité, effectivement, de se présenter et de gagner, mais chacun voit bien que si les combats se retrouvent, convergent, ils sont nécessairement très différents.

Au Parti Socialiste, il appartient d'établir le rapport de forces - toujours la même chose - en affirmant sa pensée et son action, dans la période exceptionnelle que nous vivons; sur ceux qui pensent gagner les batailles dans le silence, sans affirmation, nous gagnerons si d'abord, nous, nous affirmons et notre pensée et notre programme, et si nous sommes en action.

Restons simples dans notre analyse. Qui peut penser que si, par notre action, nous parvenions à rééquilibrer le rapport droite-gauche dans ce pays, le Président de la République aurait à en souffrir et pourrait le regretter ? Moi, je ne sais pas quelles sont ses pensées, mais je peux facilement imaginer qu'il s'en réjouirait. Alors, à nous de

faire ce travail.

Et comment obtenir ce résultat sans nous engager plus résolument dans l'opposition ? Lionel, je dis que ton discours m'a rassuré en partie, en grande partie. Oui. Et pourtant, mais chacun l'a entendu, cela, c'est vraiment le débat, à la fin de ton intervention, ton analyse sur la cohabitation et ton analyse sur finalement comment prendre l'opinion, les Français et les Françaises - et cela, c'est une question pour nous - laissait subsister comme un scrupule comme une hésitation ; on sent qu'il y a là un champ, sans doute assez réduit mais un champ, que nous ne pouvons pas couvrir de notre volonté d'être dans l'opposition. C'est cela, le débat entre nous. C'est cela, notre recherche. Moi, je n'ai pas ce scrupule, je n'ai pas cette hésitation, je pense que vis-à-vis de l'opinion, vis-à-vis du Président, vis-à-vis de nous-mêmes, nous devons couvrir tout le champ de l'opposition.

Tu nous demandes la mobilisation du Parti. Eh bien ! oui, nous allons tous répondre affirmativement et être à tes côtés. Mais comment pouvons-nous imaginer entraîner les forces vitales, les syndicats, les associations - regardez les dernières mesures prises dans le domaine de l'Education Nationale qui vont tomber sur le mouvement associatif - sans être au plus fort et au mieux de notre forme et aller le plus haut et le plus loin possible de nos possibilités pour les entraîner ?

Et si le Parti Socialiste doit être un pôle de rassemblement des forces de progrès, que le Premier Secré-

taire et nous tous appelons de nos voeux, eh bien ! le Parti Socialiste doit conduire le débat politique. Le temps est venu de l'action et nous allons y venir progressivement. Mais je crois que nous sommes dans le temps du débat et que ce débat, nous devons effectivement le conduire, pas seulement le conduire entre nous - ce sera sans doute assez rapide - mais si j'ai posé ces interrogations tout haut, c'est pour que vous donniez votre avis et qu'ensemble, ensuite, nous portions le débat devant les Françaises et les Français, et nous puissions les entraîner. Comment pouvez-vous les entraîner sous les coups qu'ils reçoivent si le Parti Socialiste n'est pas là conducteur ? et est-ce que, d'une certaine manière, on n'a pas trop l'oeil sur les sondages, etc. : que pensent les Français ? on va leur répondre ... Mais il y a des moments où le parti politique, ce n'est pas seulement de savoir ce que pensent les Français. C'est, en fonction de ce qu'ils pensent, garder le rôle conducteur que doit avoir un parti politique.

Je demande à Jean-Pierre CHEVENEMENT, à toi, Lionel, et aux autres, quand nous avons opté pour l'union de la gauche en 81, au milieu de l'opinion, où il y avait de nombreuses difficultés, je me souviens des sondages de l'époque, et je me souviens comment on les commentait tous les mercredis au cours de nos réunions, et je me souviens que François MITTERRAND nous disait : mais nous devons nous affirmer ! nous devons nous affirmer ... et c'est en nous affirmant, en portant le débat au milieu des Françaises et des Français qu'ils nous suivront, qu'ils nous entendront. Eh bien !

c'est ce débat-là qu'il nous faut porter au milieu des Français et des Françaises, et nous n'avons pas à nous retenir.

Oui. Je le crois. Nous, Socialistes, devons repartir à l'offensive. Les militants le souhaitent et l'attendent.

Je pense que c'est à cette condition que nous aurons des résultats. Merci.

(applaudissements)

Le Président. - Merci à Pierre MAUROY.

Louis MERMAZ. Ensuite, Jean-Pierre CHEVENEMENT.